



**DÉCLARATION LIMINAIRE de la FSU-SNUipp  
au CDEN du 20 mars 2025**

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,  
Madame la Secrétaire générale,  
Monsieur le Directeur,  
Madame la Dasen,  
Mesdames et messieurs les élu-es,  
Mesdames et messieurs les représentant-es des parents d'élèves, représentant-es de la  
Ligue de l'enseignement,  
Mesdames et messieurs représentant-es des DDEN,  
Mesdames et messieurs personnels de l'Académie,  
Cher-es camarades représentant-es du personnel,

Nous sommes réuni-es aujourd'hui en CDEN carte scolaire dans un contexte de forte mobilisation des écoles parisiennes, avec le soutien des parents et des élus locaux. Ce matin encore ce sont près de 1000 personnes présentes devant les grilles du Rectorat pour exiger des moyens pour l'école publique à Paris, pour l'annulation des 110 suppressions de postes, pour la création de postes de remplaçant-es, pour la création de postes d'enseignant-es spécialisé-es, pour la création de postes d'AESH, pour le maintien du régime de décharge de direction à partir de 5 classes...

Mesdames et messieurs, voilà trois ans que nous vivons ces séquences de carte scolaire, intenses, violentes et quasi traumatiques. Trois ans d'annonces de suppressions de postes à Paris, d'annonces de fermetures de classes par centaines, de mobilisations acharnées des communautés éducatives, de rassemblements bruyants, et de grèves massives... Trois ans de réunions académiques interminables et tendues, où la réalité de chaque école, de chaque quartier, de chaque équipe pédagogique vous est exposée dans le détail, pour que ces coupes budgétaires puissent trouver quelque part une incarnation, pour que soient entendues et rendues visibles ce qu'elles font concrètement à nos collègues, à nos élèves, à notre école publique... Trois ans que les réponses académiques, inlassablement, oscillent entre l'agacement des heures qui s'égrainent et des mots qui s'agitent, et la satisfaction comptable des chiffres qui s'alignent...

Monsieur le Directeur, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Dasen, nous vous parlons de l'école publique et du service public d'éducation. Nous vous parlons de cette ambition républicaine et démocratique, d'une école pour tous et toutes, d'une école qui serve uniquement et fondamentalement l'émancipation de chaque enfant, l'émancipation par le savoir et par le vivre ensemble. Il y a un implicite depuis trop longtemps entre ce que nous portons quotidiennement, et ce que nos ministres fabriquent depuis de trop longues années. L'éducation est un droit fondamental, ce n'est pas un service rendu

charitablement par l'État. Ce droit fondamental, ce sont les fonctionnaires qui en sont les premier-es garant-es, et en première ligne, toujours, les personnels des écoles, enseignant-es, AESH, psychologues scolaires et tous les autres professionnels au service des élèves et des familles. Ce sont elles et eux, chaque jour dans les écoles comme dans la rue, dans ces instances comme dans leurs classes, qui portent l'ambition de l'école publique, et défendent ce bien commun avec acharnement. Car qui d'autres pour le faire aujourd'hui ?

Rendez-vous bien compte du vocabulaire qu'utilise notre institution, par votre intermédiaire : une situation favorable, une sur-dotation de moyens... c'est ainsi que vous qualifiez la réalité professionnelle des enseignantes et enseignants parisien-nes, des AESH, la réalité des élèves et de leurs familles... N'entendez-vous pas ce qu'ils et elles vous disent depuis des années ?

Nous, à la FSU-SNUipp, en revanche, nous entendons très bien ce que vous nous dites, en creux, par ce vocable employé depuis plusieurs années pour parler de la carte scolaire. Vous nous dites : « on en fait déjà bien assez pour l'école publique... Soyez content-es, on pourrait faire moins, beaucoup moins... »

Alors non, on ne vous remerciera pas, et nous sommes loin d'être content-es. Cette année, en plus de la saignée de postes encore imposée à Paris, le Ministère s'est pris d'une nouvelle lubie, s'attaquer au régime de décharges de direction. Notre recteur s'est précipité pour annoncer le retrait des décharges dès la rentrée 2025, trop heureux sans doute de combattre cet affreux privilège parisien qui permet aux directeurs et directrices parisien-nes d'assurer leurs missions complexes et essentielles dans un cadre plébiscité par toutes et tous.

Il aura fallu deux mois d'une mobilisation puissante de toute la communauté éducative, pour que le ministère fasse un pas en arrière, et reconnaisse la brutalité et la précipitation de ces annonces et de ces mesures ! Aucun poste de direction d'école de plus de 5 classes ne devraient donc perdre de décharge à la rentrée prochaine. Toutefois, nous savons que rien n'est gagné dans cette affaire ! La FSU-SNUipp Paris continue d'exiger le maintien du régime de décharge dès 5 classes et appelle les personnels et leurs soutiens à poursuivre la mobilisation pour pérenniser l'existant, élargir ce régime à l'échelle nationale et à défendre la spécificité de la direction d'école, d'un-e enseignant-e pair parmi ses pairs en charge d'une mission spécifique. Qu'il ne soit en aucun cas question de statut ou de faire de nos collègues directeurs et directrices des supérieur-es hiérarchiques !

La FSU-SNUipp exige que les organisations syndicales qui représentent l'ensemble des personnels enseignants quelles que soient leurs missions, soient associées aux discussions sur cette question. Nous demandons à ce qu'une instance exceptionnelle, émanant du CDEN, soit réunie avant les vacances de printemps pour mettre sur la table

tous les éléments permettant le maintien du régime de décharge à 5 classes. Dès aujourd'hui, nous demandons à l'Académie comme à la Ville de clarifier les termes de ces concertations : combien de temps vont-elles durer ? Quel est l'objectif que chaque partie assigne à ces négociations ?

Monsieur le Directeur, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Dase, nos écoles vont mal. Les suppressions de postes amputent notre service public d'éducation de ce qui le fait fonctionner. Nous avons besoin d'enseignant-es qui vont bien, qui ont les moyens de bien faire leur travail. Nous avons besoin d'effectifs allégés dans toutes les classes, nous avons besoin d'enseignant-es remplaçant-es pour assurer la continuité des apprentissages et pour mettre en oeuvre un plan ambitieux de formation continue, pour cela nous avons aussi besoin d'enseignant-es formateur-ices, nous avons besoin d'enseignant-es spécialisé-es pour accompagner les élèves à besoins spécifiques, nous avons besoin d'enseignant-es en surnombre pour agir sur le climat scolaire et mettre en oeuvre des projets pédagogiques ambitieux...

À l'heure où plus de 100 classes sont sans enseignant-es chaque jour à Paris, où notre académie connaît une grave crise d'attractivité du métier enseignant, à l'heure où nombre de nos collègues, parfois les plus chevronné-es d'entre eux-elles, jettent l'éponge, découragé-es face à une institution dysfonctionnant et souvent maltraitante, à l'heure où l'école inclusive, loin de tenir ses engagements et faute de moyens suffisants, génèrent tant de souffrance chez les personnels comme chez les élèves, à l'heure où l'absence d'augmentation salariale, l'inflation galopante et la crise du logement appauvrit toujours plus les personnels de l'éducation nationale, en particulier à Paris, à l'heure où ce beau métier s'abîme et où nos écoles sont de plus en plus fragilisées, à l'heure où les rythmes scolaires sont remis en cause par tous et toutes, personnels comme familles... Il y a urgence à changer de cap !

Nous n'avons pas besoin de postes à profil, de projets CNR, d'évaluations nationales, de groupes de niveaux, de webinaires sur l'agilité professionnelle, de briques de pacte, de manuels labellisés, ni mêmes de nouveaux programmes... Les enseignant-es ont besoin d'une revalorisation salariale conséquente, ils-elles ont besoin de retrouver leur droit à choisir leur formation comme leur temps de travail, ou leur département d'exercice, ils-elles ont besoin d'une formation initiale de qualité, de temps de concertation entre pairs et avec les partenaires de l'école, ils-elles ont besoin d'effectifs allégés dans toutes les classes, et la garantie de leur liberté pédagogique, ils-elles ont besoin que les services du rectorat puissent fonctionner correctement, que les opérations administratives se déroulent dans l'équité et la transparence, que le dialogue social avec leurs représentant-es soit serein et constructif... Ils-elles ont besoin d'une institution soutenance. En lieu et place, et depuis trop longtemps, ils-elles font face à une institution qui les empêche... les empêche de bien faire leur travail, les empêche de bien vivre leur carrière...

Salaires, formation, conditions de travail... Nous attendons toujours, et nous ne cesserons pas de l'exiger. Aujourd'hui nous allons les entendre, par la voix de leur représentant-es, ces enseignant-es qui font vivre l'école publique malgré ces empêchements. Vous leur répondrez par des chiffres qualifiés de favorables sans doute... Et derrière elles et eux, ce sont les élèves qui attendent légitimement de leur maître et de leur maîtresse, qu'il et elle les accompagne dans ce chemin de l'école, qui est celui de l'enfance, celui du savoir et celui de la citoyenneté. Ce chemin pavé d'E/C et de P/E dont ils-elles n'ont que faire...